

COLLOQUE - 15 MAI 2023

Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques

Le cycle de vie de l'arme



COLLOQUE

« Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques »

LE CYCLE DE VIE DE L'ARME

15 mai 2023
9h30 - 18h00

Les trafics d'armes classiques constituent une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité internationales. Cette menace n'épargne aucun continent, aucun territoire. La prolifération incontrôlée des armes classiques, et notamment des armes légères et de petit calibre (ALPC), constitue un des facteurs prépondérants de la violence armée à l'échelle mondiale, tout comme un facteur majeur de déstabilisation ainsi qu'un frein au développement des Etats.

Le thème développé pour cette édition 2023 du séminaire est « le cycle de vie de l'arme ». L'expression fait référence au cycle de vie des armes et des munitions à partir d'une origine localisée et datée de conception et de production. Le cycle de vie se poursuit ensuite tout au long de différentes phases de transferts et de stockages, jusqu'aux usages finaux, désactivation ou destruction. Cette approche par le cycle de vie de l'arme et des munitions permet de distinguer différentes étapes clés dans le contrôle des armes classiques, en particulier des ALPC. L'objectif est de concevoir les outils politiques et juridiques adéquats à la réduction des risques de détournements et de trafics.

Ce séminaire réunit les principaux experts techniques français et internationaux - représentants d'organisations multilatérales, experts étatiques, chercheurs, acteurs du secteur privé. Il vise à élaborer des propositions d'actions et encourager le dialogue entre plusieurs acteurs œuvrant dans la lutte contre les trafics d'armes.

Pour répondre à cette thématique, le présent séminaire sera organisé en trois tables rondes dédiées aux différentes étapes de ce cycle de vie : début, milieu et fin de cycle.

PROGRAMME PROVISOIRE DE LA JOURNÉE

9H30 : CAFÉ D'ACCUEIL DES PARTICIPANTS À L'ÉCOLE MILITAIRE

10H00 : OUVERTURE DU COLLOQUE ET DISCOURS DE PRÉSENTATION

Pr. Julia GRIGNON - IRSEM

10H15 : DISCOURS D'INTRODUCTION

Ludovic GUILLOT, Chef du département maîtrise des armements et prolifération - DGRIS

10H30 : PREMIÈRE TABLE RONDE - DÉBUT DE CYCLE : CONCEPTION, FABRICATION, MARQUAGE

Cette première table ronde exposera les problématiques rencontrées dès la phase de conception de l'arme, suivie de sa fabrication et de sa gestion sur site.

- **M. Julien JOLY - Small Arms Survey**
- **Mme Bertille SEIVE - Syndicat National des Fabricants et Distributeurs d'Armes, Munitions, Equipements et Accessoires pour la Chasse et le Tir Sportif (SNAFAM)**
- **M. Leonardo LARA VILLARROEL - l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC)**

Modérateur : M. Reynold de LA BOUTETIERE - DGRIS



12h00-13h30 : Pause déjeuner – Buffet ouvert à tous les participants

13h30-14h00 : CONFÉRENCE PLÉNIÈRE

S.E. Albrecht von Wittke – Chef de la division Contrôle des armes conventionnelles et MDCS - Ministère fédéral allemand des affaires étrangères

14h00-15h30 SECONDE TABLE RONDE – MILIEU DE CYCLE : TRANSFERT ET STOCKAGE

La deuxième table ronde portera sur les étapes du transfert d'armes, avec en particulier des questions de sécurisation des transferts, ainsi que des stocks, mais aussi de renforcement capacitaire des acteurs publics.

- **Mme Anna MENSAH - Institut de recherche des Nations Unies pour le Désarmement (UNIDIR)**
- **M. Benjamin KING - Centre International de Déminage Humanitaire (GICHD)**
- **M. Gianluca MASPOLI, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)**

Modérateur : COL SAMARAN – IRSEM

15h30-16h00 : Pause

16h00 : TROISIÈME TABLE RONDE – FIN DE CYCLE : COLLECTE, SAISIE, TRAÇAGE, NEUTRALISATION, DESTRUCTION

La troisième table ronde sera l'occasion d'évoquer les problématiques de collecte, de saisie, de traçage, ainsi que de neutralisation et destruction, singulièrement dans les contextes post-conflits.

- **M. Jean-Simon MERANDAT - Service central des armes et explosifs (SCAE), Ministère de l'Intérieur, Ministère de l'Intérieur, Ministère de l'Intérieur, Ministère de l'Intérieur**
- **M. Pierre SAUER - Interpol**
- **M. Rob HUNTER-PERKINS - Conflict Armament Research (CAR)**
- **M. Juan BELIKOV and M. Aldan SERIKBAY - Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (ONUCT)**

Modérateur : M. Nils DUQUET – Flemish Peace Institute

17h30 : MOTS DE CONCLUSION

Dr. Edouard JOLLY – IRSEM

18h00: FIN DU COLLOQUE

Biographies des intervenants :



COLLOQUE VIA ZOOM

INSTRUCTIONS

REJOINDRE LE ZOOM

ÉTAPE 1 : Cliquez sur le lien reçu par email via la boîte mail no-reply@zoom.us

ÉTAPE 2 : Connectez-vous à votre compte ZOOM.

ÉTAPE 3 : Appréciez la conférence.

REJOINDRE UN CANAL DE TRADUCTION

ÉTAPE 1 : Dans les contrôles de votre réunion/webinaire, cliquez sur Interprétation.



ÉTAPE 2 : Cliquez sur la langue que vous souhaitez entendre.



ÉTAPE 3 : (Optionnel) Pour entendre uniquement la langue interprétée, cliquez sur Couper la version audio originale.

COLLOQUE

« Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques »

LE CYCLE DE VIE DE L'ARME

INTERVENANTS



**Julia
GRIGNON**

Julia GRIGNON est professeure agrégée de la faculté de droit de l'Université Laval (Canada) et docteure de l'Université de Genève (Suisse). Sa thèse de doctorat, récompensée des Prix Paul Reuter et Walther Hug et qui a fait l'objet d'une publication aux éditions Schulthess/LGDJ, portait sur *L'applicabilité temporelle du droit international humanitaire*. Spécialisée en droit des conflits armés, qui a été son domaine de recherches privilégié depuis plus de 15 ans, elle a été amenée à diriger un projet de recherche relatif à *l'application extraterritoriale du droit international des droits humains en contexte d'opérations militaires extérieures* et un développement de partenariat destiné à promouvoir et renforcer le droit international humanitaire. Julia Grignon a enseigné et dirigé les travaux d'étudiant-e-s dans tous les domaines du droit international relatifs à la protection de la personne (droit international des droits humains, droit international des réfugiés et droit international pénal). Elle est l'auteure de nombreuses publications dans des revues à comité de lecture ou dans des ouvrages collectifs et a dirigé l'ouvrage *Hommage à Jean Pictet* (Cowansville/Genève: Yvon Blais/Schulthess). Elle est également coauteure du *Online Casebook How Does Law Protect in war?*. Outre des enseignements ponctuels et/ou des séjours de recherche en tant que professeure invitée, tant en Amérique du Nord, en Europe ou en Afrique, Julia Grignon a effectué une année d'étude et de recherche au sein de l'Institut des droits de l'homme et de la paix de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal).

À l'Université Laval, elle a cofondé puis codirigé le Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen Orient et codirigé la Clinique de droit international pénal et humanitaire. En plus d'appartenir à plusieurs sociétés savantes, elle a été membre du conseil scientifique de l'IRSEM de 2016 à 2021 et est membre du Comité pour le Concours Jean-Pictet depuis 2008. Enfin, elle est également présidente de la Sous-Commission « Droit international humanitaire et action humanitaire » auprès de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH).



**Ludovic
GUILLOT**

Ludovic GUILLOT est conseiller nucléaire et chef du département maîtrise des armements et non-prolifération, à la direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des armées. Ludovic GUILLOT a précédemment occupé différentes fonctions au sein de la direction des applications militaires du CEA, dans les domaines de l'intervention en cas de crise nucléaire, de la surveillance des essais nucléaires et enfin du développement de technologies de défense NRBCE.

COLLOQUE

« Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques »

LE CYCLE DE VIE DE L'ARME

INTERVENANTS



**Reynold de la
BOUTETIERE**

Reynold de la BOUTETIERE est Délégué au contrôle export à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du Ministère des Armées. Après une première expérience d'ingénieur en télécommunications, Reynold de la Boutetière a occupé plusieurs postes au Trésor dont à Londres et à Singapour. Il rejoint en 2009 la Direction générale de l'armement où il a été successivement chargé des coopérations bilatérales en matière d'armement puis des affaires industrielles dans les domaines de l'électronique et des systèmes terrestres et navals. De 2018 à 2022, il a été sous-directeur de la non-prolifération, des sciences et des technologies au secrétariat général de la défense et de la sécurité national avant de prendre ses fonctions actuelles de délégué au contrôle des exportations au ministère des armées.

Il est membre de la commission d'examen des offres de la Société du Grand Paris depuis 2012 et a été administrateur de plusieurs entreprises dans le domaine de l'armement et du nucléaire entre 2015 et 2018.

Ingénieur de l'Ecole Polytechnique et de l'ENSTA, Reynold a également obtenu un diplôme d'études approfondies en économie de l'Université de Nanterre.



**Leonardo
LARA**

Leonardo LARA est chargé de la prévention du crime et de la justice pénale au département du trafic d'armes à feu de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Fort de quatorze années d'expérience au sein du système des Nations unies, il a occupé différents postes, notamment celui de directeur adjoint du Centre régional des Nations unies pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC) à Lomé (Togo), de responsable de bureau au Bureau des Nations unies pour les affaires de désarmement (UNODA) à New York et de responsable des affaires politiques à la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) à Kinshasa.

Leonardo Lara est titulaire d'un master en politique publique de l'université Carnegie Mellon de Pittsburgh, où il a bénéficié d'une bourse Fulbright. Il a également effectué des études de premier et de deuxième cycle en communication, gouvernance et gestion politique à l'Universidad Católica Andrés Bello à Caracas.



**Bertille
SEIVE**

Bertille SEIVE est déléguée Générale du SNAFAM et de la FEPAM. Après une formation en commerce international et gestion administration des entreprises, complétée par un master en management des politiques publiques à Sciences Po Paris, elle a travaillé sur les problématiques emploi et formation ainsi que la gestion d'entreprise en tant que directrice administrative et financière pour une entreprise armurière. Bertille SEIVE a ensuite rejoint le SNAFAM il y a 20 ans pour accompagner la partie B2B de la filière armurière civile. En 2012, elle a initiée la création de la FEPAM et pris en charge les formations métiers, en partenariat avec le ministère de l'Intérieur. Aujourd'hui ces organisations sont les organisations référentes pour les échanges avec le service central des armes et des explosifs, ministère de l'Intérieur, le service des autorisations de mouvements internationaux d'armes au sein de la direction générale des douanes et droits indirects, la direction générale de l'armement au sein du ministère des Armées. Le SNAFAM est membre de l'Institut Européen des armes de chasse et de sport. Mme SEIVE en est son porte-parole français.

Le SNAFAM est une organisation professionnelle - créée en 1897 - regroupant les acteurs du B2B : fabricants, importateurs, distributeurs - fournisseurs des commerces de détail en armurerie

La Fédération Professionnelle des métiers de l'arme et de la munition (FEPAM) - créée en 2012 : en charge de la formation pour la profession armurière, et de réalisation d'études socio-économiques sur la filière. Réunit les deux organisations professionnelles B2B et B2C, soit l'intégralité de la filière armurière sur tout le cycle de vie des articles réglementés.



**Julien
JOLY**

Julien JOLY est responsable de programme pour le Small Arms Survey. Avant de rejoindre le Small Arms Survey, Julien a dirigé les travaux du programme de défense et sécurité de Transparency International UK en matière de conflits, où il s'est particulièrement concentré sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité ainsi que sur le lien entre la corruption et les conflits. Julien a également travaillé comme analyste politique pour l'opération de maintien de la paix des Nations unies en République centrafricaine ainsi que pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés en République démocratique du Congo en tant que chargé de programme. Enfin, le parcours professionnel de Julien inclut des expériences avec le ministère français des affaires étrangères sur les questions de coopération internationale au Kenya et au Ghana.



**Albrecht
VON WITTKÉ**

Albrecht Von WITTKÉ est chef de division pour le désarmement conventionnel, la maîtrise des armements et les mesures de confiance et de sécurité dans le monde, ainsi que la maîtrise préventive des armements au ministère fédéral des affaires étrangères, à Berlin, depuis août 2020. Début 2022, M. von Wittke a été élu président du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions conventionnelles, créé conformément à la résolution 76/233 de l'Assemblée générale des Nations unies pour élaborer un ensemble d'engagements politiques en tant que nouveau cadre mondial, qui comblera les lacunes existantes dans la gestion des munitions tout au long de leur cycle de vie. Il a occupé plusieurs postes au sein du ministère fédéral allemand des Affaires Etrangères : chef de division pour les contrôles externes des biens non conventionnels à double usage à Berlin (2017 à 2020) ; ministre conseiller au département politique de l'ambassade d'Allemagne à Washington, D.C., (2014 à 2017) ; chef adjoint de la division du contrôle des exportations pour les armes conventionnelles et les biens à double usage à Berlin (2010 à 2014) ; représentant permanent adjoint auprès de la Conférence du désarmement à Genève/Suisse (2006 à 2010) ; postes à l'ambassade d'Allemagne à Tel Aviv, en Israël, et à l'ambassade d'Allemagne à Ljubljana, en Slovénie, ainsi que plusieurs postes à Bonn et à Berlin.

Il a rejoint les affaires étrangères allemandes en 1994 après avoir étudié l'économie et les sciences politiques et obtenu un diplôme d'économie à l'Université Paris IX-Dauphine en 1991 et à l'Université de Bonn en 1994.



**COL Stéphane
SAMARAN**

Le colonel Stéphane SAMARAN est Saint-cyrien (promotion « Grande Armée » 1981-1983) et breveté de l'Ecole de Guerre (1999-2000). Il a partagé sa carrière entre le corps de troupe (régiments en Allemagne et en France), les opérations extérieures (Balkans, Afghanistan), l'activité de formateur dans plusieurs écoles militaires françaises et étrangères, la fonction d'officier traitant à l'Etat-major des armées et une substantielle expérience internationale avec notamment dix années comme attaché de défense en ambassade dans plusieurs pays russophones.

Toujours en activité, il a rejoint l'IRSEM le 7 septembre 2020, où il dirige le domaine de recherche « stratégies, normes et doctrines ».



**Anna Edna Esi
MENSAH**

Anna Edna Esi MENSAH est chercheuse associée au sein du programme sur les armes et les munitions conventionnelles de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR). Son travail porte sur le renforcement des cadres de gestion des armes et des munitions (WAM), sur la régulation des transferts d'armes et la prévention de leur détournement. En plus de ses activités de recherche et de soutien à la réalisation d'activités dans ces domaines, elle apporte conseil et soutien dans le cadre des processus internationaux sur le contrôle des armes conventionnelles et le renforcement de capacité, grâce aux outils de l'UNIDIR. Avant de rejoindre l'UNIDIR, Mme Mensah a travaillé sur un programme d'assistance technique du Département d'Etat des Etats-Unis axé sur la formation des responsables de la justice pénale et de l'application de la loi en Afrique. Anna détient une licence de français et de sciences politiques de l'Université du Ghana et de l'Université de Strasbourg (France), ainsi qu'un master de relations internationales et sciences politiques de l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement à Genève.



**Gianluca
MASPOLI**

Gianluca MASPOLI est volontaire du gouvernement suisse au Centre de l'OTAN pour la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive. Depuis 2005, il a travaillé dans le domaine du maintien et de la consolidation de la paix dans de nombreux pays (Kosovo, Liban, Népal, Philippines et Sud-Soudan). Il a occupé des postes dans des missions multilatérales et bilatérales, a travaillé sur des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et de réforme du secteur de la sécurité (SSR). Gianluca Maspoli a également été conseiller politique au Centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD). Avant d'occuper ces postes, il a travaillé à l'Université de Genève, où il a obtenu un doctorat en sciences politiques.



**Benjamin
KING**

Benjamin KING est responsable de programme au sein de l'équipe de gestion des munitions du Centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD-AMAT). Il est responsable de plusieurs projets, dont un projet pluriannuel de mise en œuvre la décision 2022/2275 du Conseil de l'Union européenne, visant à développer un système de validation de la gestion des armes et des munitions (AAMVS). Depuis 2006, Benjamin a travaillé comme chercheur sur les questions d'armes et de contrôle des armements et a été conseiller auprès d'États d'Afrique, d'Europe et du Moyen-Orient sur la mise en œuvre de standards internationaux de contrôle des armements. Avant de rejoindre le GICHD-AMAT en 2020, il a travaillé avec le Small Arms Survey, le Mines Advisory Group (MAG) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Il est titulaire d'un master en études de politique internationale de l'Institut d'études internationales de Middlebury à Monterey, en Californie.



**Nils
DUQUET**

Nils DUQUET est directeur de l'Institut flamand pour la paix. Il y travaille depuis 2006 et est l'auteur de plus de 50 publications politiques et universitaires sur le trafic illicite d'armes à feu et la violence armée en Europe, les politiques nationales en matière d'armes à feu et le contrôle des exportations d'armes en Europe. Il est actuellement coordinateur du projet INSIGHT, un projet de recherche européen à grande échelle sur la violence armée et le trafic d'armes en Europe.



**Jean-Simon
MERANDAT**

Jean-Simon MERANDAT est chef du Service central des armes et explosifs au ministère de l'Intérieur. Formé en droit et en commerce et sous-préfet, il a exercé sa carrière au sein de plusieurs administrations : ministère de la Justice, ministère de l'Intérieur, Présidence de la République et CIVIPOL, l'agence de coopération technique internationale du ministère de l'Intérieur. Lieutenant-Colonel de la réserve civile de la Gendarmerie nationale, chef de la délégation française au sein de la Commission internationale permanente pour l'épreuve des armes à feu. Il est chevalier de l'Ordre National du Mérite et détient la Médaille de la jeunesse, des sports, et de la vie associative ainsi que la Médaille de la sécurité intérieure.



**Pierre
SAUER**

Pierre SAUER a rejoint le Programme d'INTERPOL sur les armes à feu en 2016, peu de temps après l'obtention de son Master en Affaires européennes. En tant que spécialiste d'INTERPOL sur les armes, Pierre contribue à renforcer les capacités de ciblage du trafic d'armes des enquêteurs spécialisés et services de renseignement des pays membres d'INTERPOL en Afrique, en Asie-Pacifique et en Amérique du Nord, en vue de l'ouverture et de l'orientation de leurs enquêtes criminelles. Dans le cadre de ses fonctions, il prépare et coordonne des opérations « policières » internationales fondées sur le renseignement qui ciblent les sources d'approvisionnement des organisations criminelles et terroristes en armes, principalement en Afrique, effectue de l'analyse criminelle opérationnelle et dispense des formations sur l'identification des armes à feu et leur traçage à l'international via le système de gestion des données sur les armes illicites et de traçage d'INTERPOL (iARMS).

Il fait partie de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale française.



**Rob HUNTER-
PERKINS**

Rob HUNTER-PERKINS est responsable de la recherche à Conflict Armament Research. Avant de rejoindre CAR en février 2018, il a travaillé avec plusieurs ONG dans le domaine du contrôle des armes et du désarmement humanitaire et, entre 2015 et 2017, il a été chercheur principal pour le projet Arms Trade Treaty Monitor, qui suit la mise en œuvre mondiale du Traité. Il est titulaire d'un master de Post-War Recovery and Development l'Université de York.



**Juan
BELIKOW**

Juan BELIKOW, PhD. est expert du bureau de l'ONU de lutte contre le terrorisme (ONUCT), spécialisé dans le liens entre le crime organisé et le terrorisme, le plan de prévention contre l'extrémisme violent, le trafic d'armes et le blanchiment d'argent. Professeur à l'Ecole de Gouvernance de l'Université d'ADEN (Panama), au programme postuniversitaire sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme de l'université de Buenos Aires (UBA) ; directeur du programme de recherche sur le crime organisé du Centre d'études sur la sécurité hémisphérique (CESH-UBA) ; et spécialiste de la modernisation de l'État et de la sécurité des citoyens au PNUD, à l'ONUDC, à l'OSCE, à UNWomen, à l'OEA, à la Banque mondiale et à la BID, il dispose d'une expérience de terrain en matière de réformes policières dans 47 pays d'Europe de l'Est, d'Asie centrale, du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. Juste après le 11 septembre, il a été engagé par la National Defence University des États-Unis comme premier professeur de lutte contre le terrorisme et le crime organisé au William J. Perry Center for Homeland Defence and Security et au Near-East South-Asia Center for Strategic Studies. Avant de s'installer aux États-Unis, M. Belikow a été analyste géopolitique au ministère de la défense en Argentine, professeur à l'école de défense nationale, à l'école de guerre et au service de renseignement national. Il a été déployé dans plusieurs i des Nations unies en tant qu'observateur politique. Belikow est membre de l'IPSA, de la SASE, de l'IISS, de l'ISIAE, du RESDAL, du CLACIP, du CARI et du CLIPP.



**Aldan
SERIKBAY**

Aldan SERIKBAY est responsable de la gestion des programmes au Centre des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT) au sein du Bureau des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme (UNOCT). Il y travaille sur un programme mondial de lutte contre l'utilisation d'armes à des fins terroristes. Aldan gère le projet "Addressing the terrorism-arms-crime nexus" : prévenir et combattre le trafic illicite d'armes légères et de petit calibre et leur transfert illicite aux terroristes, axé sur l'Asie centrale. Avant de rejoindre l'UNOCT, Aldan a travaillé pendant plus de 12 ans au ministère des affaires étrangères du Kazakhstan, d'abord en tant que fonctionnaire civil, puis en tant que chef de la division de la sécurité internationale. Aldan est titulaire d'un master de la London School of Economics.

Aldan possède une connaissance approfondie de la politique, de la sécurité, des structures gouvernementales et de la culture de l'Asie centrale. Il parle l'anglais, le polonais, le russe et le turc et comprend clairement certaines langues d'Asie centrale.



**Édouard
JOLLY**

Édouard JOLLY est chercheur en théorie des conflits armés à l'IRSEM et référent académique en études de la guerre et de la stratégie (REGS) au Centre des Hautes Études Militaires (CHEM). Ses recherches portent sur toutes les composantes de la violence organisée, en particulier sur la conduite des hostilités dans les conflits armés contemporains. Elles se développent suivant trois axes :

1/ Études stratégiques : il s'agit d'analyser les stratégies militaires, avec leurs déclinaisons opératives et tactiques, de la planification jusqu'à la conduite, ainsi que leur intégration dans les différentes politiques de défense. Cette recherche s'inscrit dans le contexte de conflits armés étatiques comme non étatiques, incluant l'anticipation des risques (environnement stratégique et gestion de crises) et l'analyse prospective (sécurité climatique et technologies).

2/ Philosophie de la guerre : l'objectif est de mieux comprendre ce qu'on appelle une « guerre » au XXI^e siècle, en élaborant des distinctions conceptuelles adaptées, à partir de l'œuvre de Clausewitz et de sa réception par les philosophes, mais aussi plus largement dans l'histoire de la philosophie européenne. Cette recherche vise à développer une conception de la guerre structurée par de l'hostilité et de la destruction.

3/ Maîtrise des armements conventionnels : le but est d'évaluer les risques de détournement et de trafics d'armes classiques, dans un contexte international normé politiquement (PoA UN) et juridiquement (TCA). Cette recherche porte en particulier sur les ALPC, à partir de leurs utilisations et évolutions sur différents théâtres d'opérations contemporains.